

Actu Monde France

Depuis un an, l'otage oubliée

MALI Le 24 décembre 2016, Sophie Petronin était enlevée par des djihadistes. Son neveu, girondin, veut faire connaître sa situation

JULIEN ROUSSET
j.rousset@sudouest.fr

C'était il y a un an. Le 25 décembre 2016, peu après 15 heures. Chez Lionel Granouillac, 48 ans, consultant en informatique à Andernos (33), le repas de Noël touche paisiblement à sa fin, quand il reçoit un appel de son cousin, Sébastien : la mère de ce dernier a été enlevée la veille, le 24 décembre, dans la ville de Gao, au Mali.

À son arrivée devant l'orphelinat où elle travaille, Sophie Petronin, 71 ans, a été embarquée par des hommes armés dans un 4x4, selon les premiers éléments transmis à la famille par le quai d'Orsay. Laborantine de formation, spécialisée dans les questions de malnutrition, Sophie Petronin s'était installée en 2001 à Gao, où elle fondait, en 2004, un orphelinat.

Les mois qui suivent son enlèvement seront, pour ses proches, comme un trou noir. Aucune information. Est-elle en vie ? Qui sont ses ravisseurs ? Est-elle détenue au Mali, ou dans un autre pays ? « Personne ne savait. Nous sentions que l'enquête ouverte par le parquet antiterroriste patinait », note Lionel Granouillac.

Un signe de vie en juillet

Cette longue incertitude se double, pour sa famille, d'un dilemme : faut-il médiatiser la situation de Sophie

Petronin ? « Le gouvernement nous a demandé de ne pas le faire. On nous a dit que la discrétion est la meilleure façon de protéger l'otage. Nous avons accepté cette règle, tout en nous interrogeant. Le sort de ma tante étant inconnu de beaucoup de Français, il n'a pas pu y avoir de mobilisation de l'opinion publique en sa faveur, pour accélérer les investigations. »

Le 1^{er} juillet, quelques heures avant un sommet des chefs d'État du Sahel, la branche malienne d'Al-Qaïda diffuse une vidéo montrant six otages étrangers. Sophie Petronin figure parmi eux. Elle demande l'aide d'Emmanuel Macron, dit souffrir d'une tumeur. « C'est la première fois depuis plusieurs mois que nous avons une trace de vie », indique, en conférence de presse, le président de la République, avant de qualifier les preneurs d'otages de « voyous ».

« Terriblement inquiets »

Depuis cette vidéo, aucune autre information. Aujourd'hui, un an est passé. Un comité de soutien a été créé. Les parents de la seule otage française retenue dans le monde ont été reçus le 22 novembre par le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Lionel Granouillac y était : « Il s'est montré humain, attentif. Mais sur le fond, nous n'avons rien appris, sinon qu'il n'y a pas d'avancée dans les recherches concernant ma tante. Nous

tage dedans que dehors, il est évident que s'il vient et est emprisonné, cela génère [...] en un conflit politique très important », a ajouté M^e Jaume Alonso-Cuevillas au micro de Catalunya radio. « C'est une décision politique qu'il faudra prendre dans les prochains jours », a-t-il ajouté.

Rajoy demeure ferme

Le dirigeant indépendantiste a maintes fois affirmé sa volonté de rétablir son gouvernement destitué par Madrid, ce qui semble compromis, certains membres ayant été placés en détention provisoire pour « rébellion » et « sédition » en Espagne, d'autres ayant choisi de s'exi-



Sophie Petronin a été enlevée le 24 décembre 2016. PHOTO PQR

ne savons pas si elle est vivante, si des contacts ont été établis avec les ravisseurs. Ni même pourquoi elle a été enlevée ». Selon la vidéo diffusée en juillet, Sophie Petronin et les autres otages sont accusés par les djihadistes de « prosélytisme religieux ».

Hier après-midi, Lionel Granouillac a répondu aux questions de « Sud-Ouest ». Il y a quelques jours, son cousin Sébastien était suivi par une équipe de France 2 au Mali. « Nous ne voulons pas diffuser d'informations qui pourraient mettre en péril l'enquête et le travail du gouvernement. Mais après un an d'expectative, nous sommes terriblement inquiets. Nous souhaitons désormais activer le levier médiatique, avoir d'autre

moyen d'agir qu'une attente silencieuse. » Sophie Petronin avait échappé à un premier enlèvement en 2012, alors que les forces djihadistes prenaient le contrôle du nord de ce pays de 17 millions d'habitants, profondément déstabilisé, depuis, par l'offensive islamiste. En janvier 2013, pour stopper l'avancée des djihadistes, l'armée française lançait l'opération Serval. Puis en août 2014, l'opération Barkhane.

Sophie Petronin était consciente des risques encourus par les humanitaires. « Nous devons redoubler de prudence. Le risque d'attentat et d'enlèvement visant les occidentaux est très élevé dans tout le Mali », écrivait-elle sur le site de l'orphelinat au printemps 2016.

Le FBI déjoue un attentat prévu à San Francisco pendant les fêtes

ÉTATS-UNIS Les enquêteurs épluchaient hier le passé de l'ex-Marine américain arrêté la veille pour avoir formé un attentat, inspiré par Daesh, à San Francisco, entre le 18 et le 25 décembre. Everitt Aaron Jameson chauffeur de camions âgé de 26 ans, doit comparaître le 5 janvier. L'aspirant djihadiste voulait, selon les documents judiciaires, commettre un carnage en faisant exploser le très célèbre « Pier 39 », une jetée très touristique prise d'assaut pendant les fêtes pour ses restaurants et boutiques donnant sur la baie de San Francisco.

La France développe ses liens avec le Niger

SAHEL Après avoir salué les troupes françaises au Niger, Emmanuel Macron a insisté hier sur la nécessité de soutenir le développement des pays du Sahel, indispensable pour stabiliser cette région à long terme. Il a annoncé le lancement d'un programme français de 15 millions d'euros pour aider le Niger à accroître le nombre de jeunes filles allant à l'école au-delà du primaire. Le président nigérien Mahamadou Issoufou a lui demandé à la France de l'aider à mettre en place son « plan de renouveau » qui a récemment séduit les partenaires internationaux réunis à Paris, prêts à investir 23 milliards d'euros dans ce pays. Le président français Emmanuel Macron a aussi insisté sur la mise en place de la force G5-Sahel (Mali, Tchad, Burkina Faso, Niger, Mauritanie) soutenue par la France : « Ce n'est pas un sujet d'argent, c'est un sujet de rapidité opérationnelle », a-t-il dit.

23 101

L'année 2017 a été la plus violente des vingt dernières années au Mexique avec 23 101 homicides enregistrés à fin novembre, selon des chiffres officiels.

EN BREF

CONGO-BRAZZAVILLE

Le Congo-Brazzaville a annoncé hier un accord de paix pour mettre fin aux hostilités à huis clos avec les rebelles de la région du Pool, qui s'étaient soulevés en avril 2016 contre Brazzaville. Un accord signé « sous contraintes » a cependant dénoncé un collectif d'opposants.

CENTRAFRIQUE

Deux groupes armés rivaux (3R et antibalakas) de la région de Bouar, dans le nord-ouest de la Centrafrique, ont signé un accord de cessation des hostilités.

ZIMBABWE

L'ancien chef de l'armée zimbabwéenne qui a dirigé le coup de force ayant mis fin en novembre au règne de 37 ans de Robert Mugabe a été nommé à la vice-présidence du parti au pouvoir.

Puigdemont hésite à rentrer de Bruxelles

ESPAGNE Le chef de file des indépendantistes catalans vainqueurs des élections doit décider s'il rentre en Catalogne au risque d'être arrêté

Le président catalan destitué Carles Puigdemont pesait hier le pour et le contre de rester en Belgique ou de rentrer en Espagne, au risque d'être arrêté, après la victoire électorale de son camp indépendantiste qui veut former un gouvernement.

À la question « Carles Puigdemont est-il disposé à rentrer ? », l'un de ses avocats en Catalogne a répondu : « En principe, oui, mais mon conseil c'est d'évaluer la situation car au moment où il reviendrait ici, il serait arrêté ». Deux mois se sont écoulés après la proclamation d'une République catalane restée sans effets. « Il faut mesurer si cela vaut la peine, s'il peut faire davan-

ter. La directrice de campagne du parti de Carles Puigdemont, Elsa Artadi a insisté sur l'idée que la victoire des sécessionnistes - avec 47,5 % des voix mais une majorité absolue en sièges - était celle de « tous » les partis indépendantistes qui allaient devoir parler pour la formation d'un gouvernement à Barcelone.

Elle a aussi de nouveau souhaité « un dialogue avec le gouvernement espagnol » de Mariano Rajoy. Ce dernier a d'ores et déjà prévenu que le prochain gouvernement catalan serait « soumis à l'empire de la loi ». Une façon de sous-entendre qu'il n'hésiterait pas à recourir à nouveau à l'article 155 de la Constitution, utilisé pour la première fois



Carles Puigdemont est toujours réfugié à Bruxelles.

PHOTO AFP

le 27 octobre pour placer la région sous tutelle, destituer le gouvernement catalan et dissoudre le parlement régional qui venait de proclamer l'indépendance.